

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Il ne s'agit pas exactement d'un rapport officiel. Comme je l'ai dit ici à plusieurs reprises, le commandement des unités mobiles et celui du transport aérien procèdent à une évaluation de leurs opérations au cours de la dernière crise. On pourra tenir compte des résultats de cet examen au cours des discussions qui auront lieu à propos de l'aide aux pouvoirs civils et du Livre blanc sur la défense nationale.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES AFFRÈTEMENTS—LA RÉGLEMENTATION ET LES ENGAGEMENTS DES COMPAGNIES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports, quelque peu accablé de travail mais toujours affable. Vu l'inquiétude au sujet des irrégularités constatées dans l'utilisation, par des compagnies aériennes, d'énormes montants d'argent provenant de voyages affrétés, le ministre songe-t-il à instituer un règlement contre les compagnies d'aviation qui ne font pas honneur à leur engagement ou n'assurent pas le retour des passagers d'un voyage affrété?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la question des voyages affrétés et des règlements les concernant fait l'objet d'une étude approfondie au Canada et dans les autres pays. J'ajouterai en passant que nous avons des entretiens avec les États-Unis sur la question de la protection des voyageurs. Comme je le signalais il y a quelques jours à la Chambre, la Commission canadienne des transports a institué des règlements pour assurer cette protection, mais ils suscitent à l'heure actuelle des difficultés dont il fut question dernièrement à la Chambre.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

LA CHAUSSÉE DE NORTHUMBERLAND—LA DEMANDE D'AIDE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD ET DU NOUVEAU-BRUNSWICK

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question se rapporte vraiment à celle qu'a posée tout à l'heure le député d'Hillsborough et je m'adresse au premier ministre suppléant. Compte tenu de l'intérêt croissant du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard dans la construction de la chaussée de Northumberland, l'un ou l'autre de ces deux gouvernements a-t-il demandé l'aide du gouvernement fédéral pour les travaux préliminaires ou une assistance financière quelconque?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant, mais je vais me renseigner.

[M. Ritchie.]

NORD CANADIEN

ÎLE ROI-CHRISTIAN—L'ÉRUPTION D'UN PUIITS DE GAZ

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, mercredi dernier, j'ai posé une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Je voudrais maintenant la poser au ministre. Ferait-il une déclaration à l'appel des motions au sujet de l'éruption de gaz naturel sur l'île Roi-Christian, qui représente jusqu'ici une perte de plus de quatre milliards de pieds cubes de gaz naturel et entraîne de graves conséquences écologiques dans le Nord du Canada?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je peux faire rapport immédiatement à la Chambre.

On n'a pas encore réussi à éteindre l'incendie en question. On espère, m'a-t-on dit, que le forage du puits additionnel entrepris en vue d'éteindre l'incendie est près d'être complété, et que la première tentative de maîtriser définitivement l'incendie devrait commencer dès la semaine prochaine.

* * *

LES POSTES

LES BOÎTES SPÉCIALES POUR LE COURRIER DE LA PREMIÈRE CLASSE—LA SEMAINE DE CINQ JOURS

[Traduction]

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre sans portefeuille chargé des Postes. Comment le nouveau programme relatif aux boîtes postales spéciales pour le courrier de la première classe, devant garantir la livraison dès le lendemain de tout le courrier posté au début de l'après-midi la veille, s'insère-t-il dans le cadre de la semaine de cinq jours?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, j'aimerais bien qu'on ne m'amène pas à prononcer en entier aujourd'hui, le discours que je dois prononcer lundi, à Toronto.

• (Midi)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LA LOI SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE

AUGMENTATION DE LA GARANTIE SUPPLÉMENTAIRE

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (au nom du ministre de l'Agriculture) propose: Que le bill C-185, modifiant la loi sur l'assurance-récolte, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent de l'agriculture.